

L'Union européenne face à la progression des partis nationalistes

dimanche 5 janvier 2020, par [Anaïs VOY-GILLIS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Anaïs VOY-GILLIS](#), **L'Union européenne face à la progression des partis nationalistes**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 5 janvier 2020.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'Union européenne doit faire face à de nombreux défis politiques dans la décennie 2020. D'une part, elle doit répondre à un questionnement de nombreux citoyens sur son rôle et son fonctionnement. Si les citoyens européens restent attachés au projet européen, nombreux sont ceux qui plaident pour des évolutions fortes dans le fonctionnement et le mode de gouvernance de l'UE. D'autre part, elle est confrontée à des dilemmes posés par l'arrivée au pouvoir de partis nationalistes-identitaires qui remettent en cause l'État de droit.

LES RESULTATS des élections parlementaires européennes de 2019 ont pu surprendre certains commentateurs pour deux raisons. La première est le bon résultat des Verts dans plusieurs pays, notamment en Allemagne. La seconde est le renforcement du bloc des partis nationalistes-identitaires au sein du Parlement européen, malgré l'éclatement de ces partis au sein de plusieurs groupes parlementaires. L'annonce de la composition des groupes au Parlement européen en juin 2019 a montré la difficulté que ces partis avaient à former un seul et même groupe. Ce phénomène de renforcement n'est pas uniquement européen puisque les partis nationalistes-identitaires se renforcent dans le monde entier comme l'illustrent, par exemple, les élections au Brésil en 2018 et celles [aux États-Unis en 2019](#).

[À l'échelle européenne](#), le retour des nationalismes s'explique par de multiples facteurs, mais ne constitue pas un mouvement uniforme en raison des histoires nationales propres à chaque État membre et de l'histoire de [la construction européenne](#). L'Union européenne a également connu trois crises au cours de cette dernière décennie. La première est la crise financière et économique de 2008 qui est venue bousculer les certitudes économiques établies en créant un univers instable et incertain. La deuxième est la crise migratoire de 2015 qui est venue dans l'esprit de certains citoyens matérialiser les discours des partis nationalistes-identitaires sur « l'invasion migratoire » et la mise en danger des identités nationales et européenne. La troisième est celle de la représentativité qui se traduit par une perte de confiance et un rejet des élites dirigeantes. Il s'y mêle différentes considérations : sentiment que le discours des élites est éloigné des réalités et qu'il n'entre plus en résonance avec l'expérience quotidienne des citoyens, stagnation sociale avec la réalité que les générations actuelles vivront, à certains égards, moins bien que leurs parents, perte de repères liée à la mondialisation (avec toutefois des définitions très variables d'un citoyen à l'autre de ce qu'est cette dernière), creusement des inégalités [1] et sentiment que les nations ne peuvent plus jouer leurs rôles, etc. Par ailleurs, des événements tels que le référendum français de 2005 [2] viennent accroître le sentiment selon lequel [l'Union européenne](#) serait une entité en dehors de tout contrôle démocratique qui ne respecterait pas les opinions de ses citoyens. Le fonctionnement de l'Union européenne est également à prendre en compte pour comprendre le rejet de certains citoyens.

Quels sont les ressorts qui ont conduit au rejet progressif de la construction européenne et à la montée des partis nationalistes-identitaires ?

Pour répondre à cette question complexe, il convient de **s'interroger sur les origines de la crise de la représentativité dans l'UE (I) et sur le projet alternatif proposé par les partis nationalistes-identitaires (II)**.



I - L'Union européenne dans la tourmente d'une crise de la représentativité

Les remises en cause de l'Union européenne sont multiples et d'origines différentes. Le premier questionnement vient d'une partie des citoyens qui se questionnent sur les apports de [la construction européenne](#). Un sentiment de doute, alimentée par les partis eurosceptiques et europhobes, se développe de plus en plus. Le projet européen connaît également une contestation interne avec les gouvernements polonais et hongrois qui mettent en œuvre des réformes venant fragiliser l'État de droit et contrevenant aux valeurs européennes.

A - Une image de l'Union européenne écornée

L'Union européenne traverse depuis une dizaine d'années des situations de crise : crise économique, crise monétaire, crise de la représentativité, crise des identités, *etc.* Elle est le catalyseur de nombreuses tensions du fait d'un développement plus économique que politique marqué par un manque de prise des citoyens sur le processus décisionnel, des institutions insuffisantes et jugées technocratiques et une monnaie unique parfois décriée. Ces tensions ont un impact sur les représentations que les citoyens européens ont de l'Union européenne.

La crise financière et économique de 2008 a contribué à la dégradation de l'image de l'Union européenne. Le dernier eurobaromètre met en avant ce processus de ternissement de l'image de l'Union européenne depuis 2002, même si une très légère amélioration est observable en 2018. Il dessine également une Europe divisée en deux camps : ceux qui font confiance à l'Union européenne (citoyens avec une vision en majorité positive de l'Union européenne comme ceux des Pays-Bas, de Malte, du Luxembourg, de la Bulgarie ou de l'Allemagne par exemple) et ceux avec une vision en majorité négative (France, Italie, Grèce, *etc.*). Toutefois, la défiance n'est pas uniquement limitée à l'Union européenne puisque de nombreux européens accordent une plus grande confiance aux institutions européennes qu'à leurs institutions nationales. Autre paradoxe, alors que la Hongrie et la Pologne font l'objet de procédures de sanction de la part de l'Union européenne, l'image de celle-ci reste plutôt positive chez une majorité de Polonais et de Hongrois. Cette situation peut s'expliquer par les apports positifs de la construction européenne, notamment sur le plan financier, pour ces pays. Cependant, les partis nationalistes et souverainistes jouent sur des ressentiments à l'encontre de l'Union européenne pour construire leur discours de dénigrement du projet européen.

L'Union européenne et ses États membres souffrent d'une fatigue démocratique [3]. Même si l'Europe est en paix, une forme d'impatience et de désillusion se diffuse de plus en plus. L'équilibre s'est peu à peu fragilisé sous la pression des mutations liées à la mondialisation. Le cycle démocratique entamé dans l'après-guerre semble arriver à un tournant. Depuis les années 1980, la distinction entre gauche et droite s'est progressivement effacée avec le développement d'un système technocratique et l'arrivée au pouvoir d'experts de toutes sortes. La progression des partis nationalistes-identitaires met en avant l'échec d'une partie de la social-démocratie européenne, la remise en cause du modèle social à cause d'un endettement public croissant et d'une croissance limitée. En outre, les partis traditionnels ont tendance à délaisser le discours politique au profit d'un discours technocratique de bon gestionnaire admettant indirectement une incapacité à faire obstacle aux marchés et reconnaissant publiquement les limites de l'action publique.

Les institutions européennes apparaissent comme l'incarnation de cette dépolitisation de la prise de décision, les fonctionnaires européens traitant de la même manière la question des quotas de pêche et celle des quotas de migrants. La première décision offre un cadre économique à des entreprises et une autre touche directement les nations et leurs électeurs sur des notions de solidarité et d'identité. Le système du consensus oblige à ce que tout se déroule dans un cadre bien défini alors qu'un fonctionnement selon la « politique de l'événement » obligerait à un fonctionnement différent et à avoir de la prise sur des événements imprévus. Or, le fonctionnement de l'Union européenne ne permet pas aujourd'hui d'avoir de la prise sur l'imprévu et d'apporter des solutions alternatives rapides. Par ailleurs, le développement depuis le traité de Maastricht des options de retrait (*opt-out* [4]), des options d'adhésion (*opt-in*) ou encore des coopérations renforcées ne va pas dans le sens d'une action commune.

L'édifice européen est d'autant plus fragilisé que l'Union européenne est confrontée à la multiplication de gouvernements remettant en cause ses principes et valeurs fondamentales.

B - Une remise en cause des principes de l'Union européenne à l'Est

Les pays à l'Est de l'Union européenne posent un défi démocratique à l'Union européenne par leur choix de développer des alternatives à la démocratie. Viktor Orbán - de retour au pouvoir depuis 2010 - a explicité en juillet 2014 son choix de construire un état illibéral. Ce terme n'a pas été forgé par le Premier ministre hongrois. Il a été utilisé la première fois par Fareed Zakaria en 1997 dans un article publié dans *Foreign Affairs* [5]. Ce dernier considère qu'il s'agit de régimes qui conservent les procédures électorales classiques, mais qui restreignent les libertés civiques. Ils vident progressivement les démocraties de leur substance. Paradoxalement, les dirigeants illibéraux affirment agir au nom de la souveraineté populaire et donc de la démocratie. Ils considèrent qu'ils ont le monopole de la représentation du peuple et que l'élection est l'incarnation de la volonté générale.

L'illibéralisme a trouvé deux moteurs dans la crise économique et dans la crise migratoire. La crise financière et économique de 2008 a ébranlé les démocraties occidentales, notamment parce que les banques centrales ont jugulé la crise financière en prenant des initiatives à caractère politique en dehors de tout contrôle démocratique. En outre, certains accords commerciaux sont négociés en secret par la Commission européenne alors que les citoyens

appellent à toujours plus de transparence dans les processus de décision. Des politiques comme [Viktor Orbán](#) instrumentalisent [ces frustrations citoyennes en considérant que la volonté politique exprimée par la majorité des électeurs ne devrait pas connaître d'obstacles](#).

À la fin de l'URSS (1991), les anciens dissidents politiques ont été les principaux porteurs du libéralisme politique en Europe centrale. Ils ont été propulsés sur le devant de la scène à partir de la désatellisation de 1989, mais échouèrent à créer des partis politiques viables. Si Václav Havel a accédé à la présidence, le Mouvement civique échoua aux portes du Parlement aux élections de juin 1992. Le Fidesz est le seul parti libéral d'anciens dissidents qui a réussi à s'implanter durablement dans le paysage politique hongrois. Ce parti a été créé par des jeunes dont Viktor Orbán, adeptes du libéralisme politique, économique et sociétal. Le Fidesz s'adressait aux classes moyennes urbaines et éduquées. Il s'est progressivement transformé en parti conservateur. Ce choix a d'abord été un choix opportuniste avant de devenir une conviction. Une confusion est entretenue entre libéralisme et démocratie et il y a la promotion d'un discours selon lequel le libéralisme aurait pour but de dissoudre les valeurs traditionnelles que sont la famille, l'Église et la nation [6], d'où l'attrait et la promotion de l'émergence d'une démocratie illibérale.

En Pologne, une stratégie similaire est menée par le PiS avec de virulentes critiques à l'encontre de la construction européenne, alors que le pays reçoit beaucoup d'aides financières de l'UE. Par exemple, l'ancien libéral et député européen du PiS, Ryszard Legutko accuse l'Union européenne de promouvoir un agenda de gauche libérale sur les questions sociétales (féminisme, LGBT, mariage gay, multiculturalisme) auquel il faut résister. La critique conservatrice du libéralisme en Europe centrale considère que le libéralisme qui a dominé depuis 20 ans dans ces pays aurait favorisé le développement de droits individuels au détriment de la dimension collective de l'identité nationale. [En outre, il y a une crispation identitaire et une perte de confiance dans les institutions de la démocratie libérale](#), à commencer par le Parlement et la justice. [La corruption](#) dans ces pays a également joué contre la confiance dans les institutions et les élites politiques [7]. La défiance envers les élites libérales et les institutions démocratiques est liée à l'héritage des années 1990 où il a été procédé à une privatisation de l'ensemble de l'économie qui s'est déroulée rapidement souvent au mépris des règles de l'État de droit et du sentiment d'équité dans la société. La recomposition ethnoculturelle des sociétés occidentales est mal perçue, induisant une remise en question du paradigme libéral. Ainsi, des pays qui ont accepté l'ouverture après 1989 craignent aujourd'hui d'être déstabilisés par l'ouverture à d'autres cultures.

Au-delà des cas polonais et hongrois, il est pertinent de se questionner sur la vision des partis nationalistes-identitaires. Sont-ils contre l'Europe ou souhaitent-ils construire une alternative à l'Europe actuelle ?

II - Un projet européen questionné par la montée des partis nationalistes

Les partis nationalistes-identitaires prônent la construction d'une Europe des nations en alternative à l'Union européenne. Toutefois, l'existence de divergences de discours entre ces partis a induit leur division en plusieurs groupes au sein du Parlement européen et non à la construction de la grande coalition qu'appelaient de leurs vœux Marine Le Pen (France) et Matteo Salvini (Italie).

A - La promotion d'un projet alternatif : l'Europe des Nations

Le projet européen des partis nationalistes-identitaires est de construire une Europe respectueuse des souverainetés et des identités nationales. Un discours autour du développement de clauses de non-participation à certaines politiques européennes se développe. L'autre discours que diffuse les partis nationalistes-identitaires est que l'Europe est au service des peuples libres avec restauration de la souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu, en particulier sur la question de la gestion des frontières.

La complexité du [processus de sortie du Royaume-Uni du cadre européen](#) a contribué à faire évoluer la ligne de ces partis sur la question européenne. Ils entendent désormais influencer sur la construction de l'intérieur, plutôt que de l'extérieur. À ce titre, Matteo Salvini entend construire ce qu'il appelle une « Europe du bon sens [8] ». Dans le manifeste pour les élections européennes du Rassemblement national, l'Union européenne est présentée comme une phase transitoire vers une autre organisation qui donnerait plus sa place aux nations européennes. Le discours a également évolué sur la monnaie unique. La majorité des partis ont retiré de leur programme l'idée d'organiser un référendum sur l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Néanmoins, le changement n'est pas toujours bien assumé. Par exemple, Marine Le Pen continue de blâmer l'Union européenne en considérant qu'elle est responsable de la plus grande partie des maux français. En outre, elle expliquait durant la campagne présidentielle de 2017 qu'à peu près 70% de son programme n'était pas applicable sans sortir de l'euro [9]. Elle a également fait différentes déclarations très critiques à l'encontre de l'Europe communautaire comme « l'Union européenne est une anomalie mondiale », elle « est comme l'Union soviétique maintenant : elle n'est plus améliorable [10] » ou encore « il n'y a qu'une solution pour lutter contre le déficit, d'abord créer une monnaie nationale pour sortir du carcan de l'euro [11]. » Or, force est de constater que l'idée d'un « Frexit » ainsi qu'une sortie de la zone euro ne sont plus au cœur du programme du parti. Ce choix est justifié dans le manifeste du Rassemblement national pour une « Europe des Nations » où il est écrit que « les Français ont montré qu'ils restent attachés à la monnaie unique », justifie le « manifeste » du Rassemblement national défendant une « Europe des nations [12]. » Ainsi, le manifeste montre cette acceptation du cadre européen car à la place de la sortie de la monnaie unique, le parti propose une réforme de la Banque centrale européenne (BCE) [13].

La majorité des partis nationalistes-identitaires a fait évoluer son discours sur la question de la construction européenne comme l'illustrent les exemples du FPÖ, du PVV, du Parti populaire danois, du Vlamms Belang ou encore de la Ligue. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), quant à elle, se positionne dès sa création comme un parti anti-euro. Elle a été créée en réponse à la crise de l'euro et à la politique de sauvetage mise en œuvre. Ce parti considère que l'euro nuit à l'Union européenne ce qui lui offre un positionnement original d'être un parti à la fois anti-euro, mais pas anti-Europe. Par ailleurs, le cas de la Ligue est intéressant car quand elle était au pouvoir en Italie dans le cadre d'une coalition avec le M5S, les députés italiens ont voté en faveur de la création de titres de paiement garantis par le Trésor, appelés mini-BOTs, ce qui est un premier pas vers la construction d'une monnaie alternative à l'euro.

Enfin, même les partis les plus radicaux sur la question ont fait évoluer leur position. Le Jobbik (Hongrie), qui brûlait en public le drapeau européen il y a quelques années, a également adouci son discours sur la sortie de l'Union européenne ces dernières années.

Toutefois, malgré les évolutions de discours, ces partis refusent de nouveaux abandons de souveraineté nationale au profit du cadre européen. Les changements de discours restent essentiellement liés à des considérations électorales. Si une partie des citoyens européens critiquent l'Union européenne, ils voient dans le cadre européen une certaine utilité, notamment face à la menace représentée par la Chine et d'autres pays. Néanmoins, la précédente mandature (2014-2019) et l'actuelle (2019 -) montrent que les trois groupes nationalistes (y compris le Fidesz dans le PPE) sont incapables de partager une vision européenne au-delà du rejet des migrants et de l'Union européenne dans sa forme actuelle.

B - Un projet alternatif se heurtant aux divergences entre les partis nationalistes

Si la question européenne, tout comme la question migratoire, offre un consensus relatif au sein des partis nationalistes-identitaires, d'autres questions comme les sujets économiques montrent des divergences entre ces différents partis. Ainsi, le rapport au rôle de l'État n'est pas le même d'un parti à l'autre. Par exemple, le Rassemblement national (France) a lui-même évolué sur ce sujet s'éloignant sur de ses positions libérales historiques, mais également de ses alliés européens comme la Ligue ([Italie](#)). Cette dernière est sur une ligne beaucoup plus libérale avec la promotion d'une grande réforme fiscale en faveur de l'instauration d'une flat-tax à 15% [14] qui concernerait à la fois les foyers et les entreprises. La proposition d'un impôt unique est également prise par l'UKIP (Royaume-Uni) qui propose de combiner l'impôt sur le revenu avec l'assurance sociale en un impôt à taux unique à 31 % [15]. L'UKIP tout comme le Parti du Brexit accepte les principes de l'économie libérale. Néanmoins, comme les autres partis nationalistes-identitaires, s'ils acceptent le principe de la libre circulation des capitaux, ils refusent la libre circulation des personnes [16]. La mise en œuvre d'un impôt à taux unique est également la proposition du parti espagnol Vox. L'AfD (Allemagne fédérale) défend, quant à elle, que « la libre concurrence assure notre bien-être » et vante « l'économie sociale de marché plutôt qu'une économie planifiée ». Une position qui n'a rien d'extraordinaire dans le contexte allemand de promotion de l'ordo-libéralisme.

Il est important de noter qu'une grande partie des partis nationalistes-identitaires européens ne se différencie pas ou faiblement de la droite classique sur le plan économique. Cette situation peut s'expliquer par le fait que plusieurs partis ont été fondés par d'anciens membres de partis appartenant à la droite classique. Au Royaume-Uni, l'UKIP et le parti du Brexit s'inspirent fortement des idées de Margaret Thatcher. Ainsi, Nigel Farage se considère comme un véritable héritier du thatcherisme. Parmi ces partis nationalistes, deux partis se détachent avec les Vrais Finlandais et les Démocrates de Suède qui défendent les principes de l'État-providence et donc la mise en place d'un impôt sur le revenu progressif et non un impôt à taux unique. Par exemple, les Vrais Finlandais défendent l'impôt sur la fortune. Sur le plan économique, ces partis ont des similitudes avec les partis sociaux-démocrates, tout en voulant réserver les ressources aux seuls nationaux [17].

La question de l'écologie est également un élément de divergence entre ces différents partis. Si certains sont ouvertement climato-sceptiques comme l'AfD, l'UKIP ou le PVV, d'autres militent en faveur de la mise en d'actions pour lutter contre ce phénomène comme le Fidesz, les Vrais Finlandais et l'Alliance nationale en Lettonie. Il existe également des positions plus mitigées comme celles du parti belge Vlaams belang, du parti tchèque Liberté et démocratie,

de la Ligue (Italie) ou encore de l'Aube dorée (Grèce) qui reconnaissent la réalité du changement climatique, sans en faire pour autant un cheval de bataille principal.

*

Ainsi, [l'Union européenne est confrontée à de nombreux défis](#) dans la décennie 2020. D'une part, elle doit répondre à un questionnement de nombreux citoyens sur son rôle et son fonctionnement. Si les citoyens européens restent attachés au projet européen, nombreux sont ceux qui plaident pour des évolutions fortes dans le fonctionnement et le mode de gouvernance de l'UE. D'autre part, elle est confrontée à des dilemmes posés par l'arrivée au pouvoir de partis nationalistes-identitaires qui remettent en cause l'État de droit comme en Pologne ou en Hongrie. Ils arrivent également au pouvoir *via* des coalitions comme cela a été le cas avec les exemples récents de l'Autriche et de l'Italie. Autre point à noter, même s'ils quittent le pouvoir, ces partis ne s'écroulent pas dans les sondages.

Ainsi, l'enjeu de la nouvelle mandature du Parlement européen est d'œuvrer à la construction d'une troisième voie entre celle des technocrates et celle d'un césarisme renouvelé qui se présente comme l'unique défenseur du « vrai peuple ».

Copyright Janvier 2020- Voy-Gillis/Diploweb.com

P.-S.

Doctorante CIFRE à l'Institut Français de Géopolitique (IFG) et l'Université de Reims. Les recherches d' Anaïs Voy-Gillis portent sur les enjeux et les déterminants de la réindustrialisation de la France, ainsi que sur la montée des nationalismes en Europe.

Notes

[1] De nombreux travaux et études ont été réalisés pour mettre en avant l'accentuation des inégalités en France et plus largement dans le monde. À ce sujet, nous renvoyons vers les travaux conduits par Thomas Piketty, Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman. Le rapport sur les inégalités mondiales 2018 peut être lu en ligne : <https://urlz.fr/9W0y>.

[2] Il s'agit du référendum français sur le traité établissant une constitution pour l'Europe qui a eu lieu le 29 mai 2005. À la question « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe ? », le « non » a recueilli 54,68 % des suffrages exprimés.

[3] Raffaele Simone, *Si la démocratie fait faillite*, Paris, Gallimard, 2016, p. 191.

[4] Les options de retrait sont des exceptions au droit de l'Union européenne, normalement applicables dans les vingt-huit États membres de l'Union. Elles sont négociées par les États membres ne désirant pas participer à certaines politiques communes. Actuellement, quatre États bénéficient d'options de retrait négociées : le Danemark (quatre options de retrait),

l'Irlande (deux options de retrait), la Pologne (une option de retrait) et le Royaume-Uni (quatre options de retrait).

[5] Fareed Zakaria, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 6 (Nov.-Dec, 1997), p. 22-43.

[6] Ryszard Legutko, *Demons of Democracy : the Totalitarian Temptation in a Free Society*, Encounter Books, 2016, 200 p.

[7] « Corruption : seule la République tchèque fait des progrès », *Le Courrier d'Europe centrale*, 29 janvier 2019.

[8] Jérôme Gautheret, « Matteo Salvini proclame la naissance de l'Europe du bon sens et évite les sujets qui fâchent », *Le Monde*, 9 avril 2019.

[9] Propos tenus lors d'une interview accordée par Marine Le Pen à Europe 1. La première proposition issue des 144 propositions du programme du Rassemblement national était : « Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). » Dans ce cadre, il était prévu qu'un référendum soit organisé afin de demander aux Français s'ils souhaitent rester ou sortir de l'Union européenne. Dans le cadre de cette interview, elle a déclaré : « Si le résultat est non, cela veut dire que les Français auront choisi un modèle de gouvernance qui est imposé par l'Union européenne et donc, dans ces conditions-là, à peu près 70% de mon projet ne pourrait pas être mis en œuvre. »

[10] Entretien de Marine Le Pen accordé à *RFI, AFP et Libération*, 15 octobre 2013.

[11] Discours de meeting de Marine Le Pen, Paris, 18 mai 2014.

[12] Rassemblement national, « Pour une Europe des nations. Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe », 2019, p. 70.

[13] *Ibid.*, p. 71-72.

[14] Une nuance peut être apportée car il se pourrait qu'un deuxième taux à 20% soit également développé. Ce système viendrait en remplacement des cinq taux actuels (23%, 27%, 38%, 41% et 43%).

[15] Philip Collins, « UKIP conference : Income tax cuts plan unveiled », *BBC News*, 26 septembre 2014.

[16] Simon Winlow, Steve Hall, James Treadwell, *The Rise of the Right : English Nationalism and the Transformation of Working-Class Politics*, Bristol, Policy Press, 2017, 216 p.

[17] The Finns Party, « Vote Finland Back. The Finns Party's election program 2019 », 2019. Consulté le 20 mai 2019 : <https://urlz.fr/a82A>.